

Impôt sur le revenu

M. Nielsen: Non seulement on nous demande d'examiner des budgets qui comprennent plusieurs exercices écoulés ainsi que des mesures budgétaires qui se chevauchent systématiquement, mais voilà maintenant qu'on prend l'habitude de projeter ses besoins budgétaires sur des exercices futurs, sans expliquer comment cet argent sera dépensé. Dans les circonstances présentes, il est impossible d'analyser avec logique et cohérence les mesures dont nous sommes saisis, mesures qui ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur les moyens d'existence de milliers et de milliers de Canadiens.

Au beau milieu de cette déplorable confusion le gouvernement se présente à la Chambre en réclamant des fonds pour le prochain exercice mais en négligeant d'y annexer des mesures budgétaires ou simplement un budget. Cela indique assez bien jusqu'à quel point il est devenu incontrôlable. Non seulement les ministériels ne peuvent formuler de politique claire et applicable non seulement ils ne sont pas parvenus à régler les problèmes du chômage et la crise économique, mais ils ne peuvent même pas s'occuper de tâches essentielles comme la présentation d'un budget au moment requis.

Le Parlement est maintenant saisi des restes de trois budgets ainsi que d'une demande de pouvoir d'emprunt de 14 milliards, somme nécessaire pour un quatrième budget qui n'a même pas encore été présenté. Le gouvernement n'a pas de politique financière; il nage dans la confusion la plus totale. Comment les Canadiens peuvent-ils espérer des dispositions fiscales justes et raisonnables d'un gouvernement qui ignore ce que renfermera son nouveau budget ou ce qu'il est advenu de son dernier budget? Comment une entreprise privée peut-elle avoir confiance dans un gouvernement dont les comptes nationaux non seulement ne sont pas équilibrés, mais encore sont introuvables? Aucun Parlement, sauf erreur, n'a jamais eu à faire face à une situation de ce genre.

Voilà une session qui traîne depuis plus de trois ans c'est la plus longue session parlementaire dans l'histoire du Canada tout simplement parce que le gouvernement n'a pas assez d'intelligence pour présenter un discours du trône pour annoncer les mesures qu'il entend prendre. La raison est bien simple: les libéraux l'ignorent eux-mêmes.

La région que j'ai l'honneur de représenter est celle qui a été le plus durement touchée par l'incompétence du gouvernement. Les habitants du Yukon ne diffèrent en rien de ceux des autres régions du Canada. Ils aiment pouvoir payer leurs factures et assurer à leur famille un minimum de sécurité et de stabilité, mais à cause des politiques gouvernementales, cette sécurité et cette stabilité ont disparu. On nous parle beaucoup des terribles problèmes de chômage qui affligent les provinces atlantiques, des difficultés qu'éprouvent le secteur forestier et d'autres industries en Colombie-Britannique ainsi que de la gravité du chômage dans cette province. J'oserais cependant prétendre que les députés risquent d'avoir le souffle coupé si je leur dis que le taux de chômage au Yukon est supérieur à 30 p. 100. Nous avons été témoins de la fermeture de toutes nos mines, sans exception. Les investissements ont disparu et les emplois avec eux. La présence du gouvernement s'est cruellement fait sentir dans cette région qu'il n'a jamais comprise et qui ne l'a jamais beaucoup intéressé.

M. Smith: Savez-vous ce qu'on entend par l'offre et la demande?

M. Nielsen: Le secrétaire parlementaire parle d'offre et de demande.

M. Smith: Je croyais que les conservateurs croyaient en ce principe.

M. Nielsen: Je transmettrai ce très intéressant commentaire à mes électeurs du Yukon. Il traduit bien l'attitude bornée du gouvernement et son indifférence devant les malheurs des Canadiens. Nous avons assisté au Yukon à un exode massif de la population, faute d'emplois et de sources de revenu.

Les députés savent que l'on paie plus cher là-bas le pétrole, le gaz et l'électricité, l'alimentation, les vêtements, les soins médicaux ainsi que les transports de passagers et de marchandises; pourtant, en plus de cela, le gouvernement nous a averti qu'il allait imposer les avantages sociaux accordés à ceux qui ont choisi de vivre et de travailler dans le Nord. Il y a plus de 30 ans que ces avantages sont exempts d'impôt, mais ce gouvernement insatiable veut mettre la main là-dessus aussi, rendant encore plus difficile le développement du Nord.

Lorsque l'ancien gouvernement conservateur était au pouvoir, et je remonte à 1957, notre projet pour le Nord avait un sens, nous envisagions son développement. C'était un projet élaboré par le gouvernement conservateur de l'époque dans l'esprit des Canadiens qui, soudain, prirent conscience du fait que 40 p. 100 du territoire se trouve au nord du 60^e parallèle, et recèle d'abondantes richesses naturelles. Des programmes furent mis sur pied pour encourager les gens à s'installer dans cette partie du Canada et réaliser le potentiel de ses richesses pour le bien de tous les Canadiens. Cette politique a été reprise pendant les quelque sept mois du gouvernement du député de Yellowhead (M. Clark), mais, maintenant, ce gouvernement fait tout ce qu'il peut pour ne pas encourager les gens à vivre dans le nord du Canada et même pour les décourager totalement. En fait, d'aucuns souhaitent faire de cette partie du Canada un immense parc national et le laisser immaculé.

Les mesures budgétaires de ce projet de loi sont un chapitre de plus dans la longue saga de l'incompétence et de l'indifférence des libéraux. Ils ont présenté leur premier budget, celui du vice-premier ministre (M. MacEachen), en novembre 1981. C'était pure futilité. Le ministre a construit des châteaux en Espagne et ils se sont tous écroulés. Son budget était si étranger à la réalité, que l'on aurait dit un des discours du premier ministre (M. Trudeau), ceux qu'il fait si rarement à la Chambre des communes. Depuis 15 ans qu'il est premier ministre, il n'a parlé que six fois dans les débats de la Chambre des communes. Il considère cet endroit comme une plaie; à 40 pieds de la Colline, il nous considère tous comme des nullités. En décembre, les libéraux ont tenté de rafistoler l'œuvre de MacEachen, mais ce fut peine perdue. En juin, ils ont essayé à nouveau, revenant pratiquement au statu quo. En octobre, le remplaçant du ministre des Finances a déposé un nouveau budget—qu'il refusa d'appeler un budget—réduisant à néant les efforts de son prédécesseur et récoltant la motion de blâme la plus dramatique qu'un ministre d'un même gouvernement ait jamais obtenue.